

Quand les bleus virent au rouge

Les libéraux francophones ont multiplié les attaques, ces dernières semaines, à l'encontre de la radiotélévision de service public, l'accusant d'obédience au PS. Le contentieux ne date pas d'hier. En son temps, Jean Gol, de qui Didier Reynders réclame sa filiation, taxait déjà la RTBF de partialité.

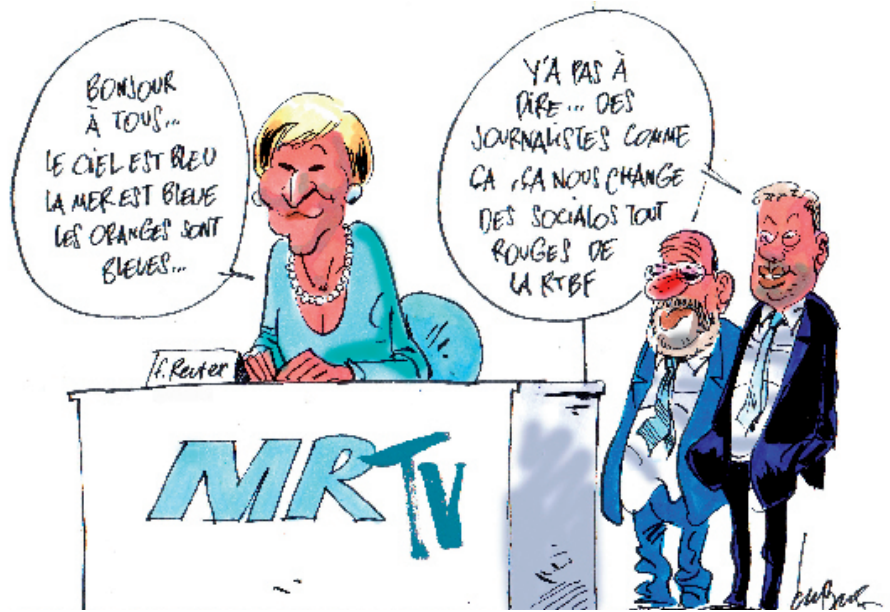
N'est pas visée la seule hiérarchie de la RTBF : les journalistes aussi sont attaqués par le MR et ils se défendent. A l'instar de Johanne Montay qui animait, le 7 juin sur la Une, le face-à-face Reynders/Onkelinx. Au compteur du temps de parole, la candidate socialiste affichait 28 secondes de plus que son adversaire... La journaliste a fait amende honorable dans les commentaires du blog mis en place par la RTBF à l'occasion des élections. Elle y explique que l'erreur est humaine et souligne que « la RTBF n'est vendue à personne ».

En avril dernier, les libéraux francophones avaient saisi le CSA « pour non-respect des décrets auxquels la RTBF est soumise et de son dispositif électoral », estimant que le « Débat à la une » consacré à l'avenir de la Wallonie n'était rien de plus qu'une « tribune libre disproportionnée et sans contradicteur » au profit des socialistes. Une semaine plus tard, le MR saisissait à nouveau le CSA pour les mêmes motifs, mais cette fois contre RTL-TVI, qui venait d'organiser un « duel » Leterme-Di Rupo.

Dans la presse, certains élus libéraux n'ont pu s'empêcher d'enfoncer le clou. « Moi, je vous le dis : 'Arrêtons de regarder la RTBF !' Quand je vois la façon dont ils ont traité le dernier sondage du Jour Verviers qui nous donne vainqueurs aux élections ou la visite du nouveau président français Nicolas Sarkozy et son entretien avec notre président Didier Reynders, j'en ai ras le bol ! Si Ségolène Royal avait été présidente, on aurait eu des tonnes de reportages ! » La sortie est signée par le député MR Pierre-Yves Jeholet, cité dans l'édition verviétoise du Jour datée du 26 mai. Et, dans Le Soir du jeudi 7 juin, une publicité électorale co-signée par Richard Miller et Armand De Decker affirme que la RTBF est devenue le « porte-voix » d'un parti.

La Société des journalistes de la RTBF a promptement réagi à cette nouvelle attaque, dénonçant « la manière dont des personnalités du MR ont, plusieurs fois ces derniers jours, dénigré l'information fournie par la RTBF (...). Constatant que la RTBF elle-même n'a pas cru bon de les défendre, les journalistes de la RTBF refusent que leur travail d'information soit ainsi mis en cause à des fins électorales. Ils réaffirment le total respect des valeurs d'objectivité et d'indépendance prescrites par leur déontologie ». Les deux sénateurs ont réagi à ce communiqué en envoyant leurs excuses : « (...) Nous tenons dès lors à leur exprimer (aux journalistes, ndlr) nos regrets pour une rédaction somme toute malheureuse pouvant laisser croire à une volonté d'amalgame qui n'était pas la nôtre (...). Bien sûr, tous ces journalistes, que nous respectons, ne sont pas les 'porte-voix' du PS, mais sont au contraire souvent des victimes d'une gestion de la chaîne insuffisamment respectueuse du pluralisme de notre démocratie. » Vous aviez dit excuses ?

Laurence DIERICKX



Ridicule et insultant !

Yves Thiran, directeur de l'éthique et de l'information au boulevard Reyers, le répète : les journalistes de la RTBF travaillent en toute objectivité. Interview.

Alors, aux ordres du PS, la RTBF ?

Yves THIRAN : Quand il s'en prend à la RTBF, le MR pratique l'amalgame et le raccourci simpliste. Il constate que le PS dispose d'une majorité au Conseil d'administration et il en déduit que l'information de la RTBF serait aux ordres du PS. C'est ridicule et insultant ! Les journalistes de la RTBF travaillent dans un esprit d'objectivité et dans un cadre qui garantit leur impartialité. Pendant la campagne électorale, par exemple, il y a des normes très strictes qui réglementent le nombre de passages des partis dans les journaux, et ces normes sont respectées au pourcentage près, pour le MR comme pour tous les partis. Pour l'anecdote, dans les semaines qui ont précédé les législatives, le MR a été plus présent dans le 19h30 de la RTBF (31%) que dans le 19h de RTL-TVi (26%).

Pourquoi est-il aussi difficile de réagir à ces attaques ?

Y. T. : Parce qu'elles ne sont généralement pas basées sur des éléments objectifs. « La planète rouge », « le porte-voix d'un parti », « la télé Di Rupo » : la critique se résume à un slogan, martelé et décliné à l'infini. Si on prend la peine d'examiner les faits, on verra au contraire que la RTBF a plutôt été en pointe dans les révélations sur l'ICDI, la Carolo, ... et de nombreux

dossiers qui n'étaient certainement pas les priorités éditoriales du boulevard de l'Empereur.

A votre sens, quelle est la stratégie du MR ?

Y. T. : On peut se demander si le MR n'essaye pas d'importer en Belgique la stratégie qui a si bien réussi aux conservateurs aux Etats-Unis. A force de qualifier en permanence les grands médias américains de « liberal » (gauchiste, outre-Atlantique), ils ont réussi à culpabiliser les journalistes américains jusqu'à ce qu'ils finissent collectivement par abdiquer tout sens critique. On a vu les dégâts avec la guerre en Irak.

Dans deux ans, on votera à nouveau pour la Communauté et les Régions. Demain, la RTBF pourrait donc être gérée par des libéraux...

Y. T. : S'il se confirme que la famille libérale est désormais la première en Communauté française, comment gérer une situation dans laquelle les rédactions de la RTBF seraient collectivement en guerre ouverte avec leur principal actionnaire ? Voilà pourquoi, personnellement, je plaide la prudence, mais il y a beaucoup de débats à l'intérieur de la RTBF sur la meilleure attitude à adopter. En sachant que de toute façon le MR n'a aucune envie d'échanger des arguments, mais uniquement de pilonner un point de communication. Et en sachant aussi qu'on ne peut pas se laisser insulter éternellement sans réagir du tout.

Propos recueillis par L. D.

Les médias sont-ils partisans ?

Les campagnes électorales donnent lieu à des polémiques entre les partis politiques, c'est normal, mais aussi avec certains médias dont l'impartialité est mise en cause... Commençons par une question : qui a dit « *Ce journal montre une fois de plus qu'il y a beaucoup d'efforts à faire sur le pluralisme de la presse* » ? Armand De Decker ? Didier Reynders ? François Bayrou ? Eh bien non, c'est Ségolène Royal. Ca se passait le 11 juin sur le plateau du journal de France 2. Son interview par David Pujadas suivait un reportage sur les difficultés des candidats socialistes aux élections législatives, un reportage qu'elle n'a manifestement pas apprécié. « *Il est assez scandaleux pour les candidats que vous annoncez battus d'avance (...) Vous avez dit plusieurs fois 'ballottage défavorable'. Vous avez dit sur un autre (candidat) : 'il s'effondre'. (...) Vous venez de diffuser un reportage à propos de Bordeaux. Vous avez cité le candidat de l'UMP cinq fois et pas une seule fois la candidate socialiste. On sait comment marche la communication.* »

Le principe qu'énonce Ségolène Royal est correct : les citations des noms doivent être équilibrées. Cela dit, il faut voir ça dans un ensemble et il est toujours hasardeux d'isoler un seul élément pour en tirer des conclusions générales.

Mais le fait est que ce genre de critique revient de plus en plus fréquemment. Il y a eu les attaques frontales de François Bayrou contre TF1. Les critiques du MR contre la RTBF. Vous allez me dire, ce n'est pas neuf, dans les années 80, Jean Gol a parfois été très virulent aussi. C'est exact et cela prouve que ces tensions entre la presse et les politi-

ques ne sont pas neuves. Mais elles deviennent plus fréquentes. Ou en tout cas, les politiques ne se gênent plus quand ils ont quelque chose à dire à l'encontre de la presse.

Quand Ségolène Royal dit « *On sait comment marche la communication* », elle signifie qu'elle ne considère pas qu'il s'agisse d'un dérapage occasionnel. Elle accuse la rédaction de la chaîne d'avoir une véritable stratégie de communication pour favoriser un camp contre l'autre. C'est beaucoup plus fondamental. Et surtout, elle parle de communication, ce qui est toujours ressenti comme une insulte par les journalistes qui assimilent communication et propagande.

Comment peuvent réagir les journalistes à ce genre de critique ? Difficile pour eux d'entrer en conflit avec un parti ou un responsable politique. Le fait même de s'affronter à eux pourrait accréditer l'idée de partialité ! De toute façon, il n'est pas bon qu'un journaliste devienne lui-même un sujet d'actualité, qu'elle soit politique, judiciaire ou même people. Moins on sait des choses de lui, mieux c'est.

UN NUMERO D'EQUILIBRISTE

Dans cette interview, David Pujadas se livre à un numéro d'équilibriste. Ne rien répondre, c'est cautionner la critique de partialité ; contredire, c'est risquer d'apparaître comme adversaire, et donc partisan...

Face aux critiques, les journalistes réagissent plutôt via leur direction ou leur association professionnelle, manière d'éviter la personnalisation du débat. En l'occurrence, pour revenir à cet exemple, c'est la directrice de l'information de France 2, Arlette

Chabot, qui a répondu aux critiques de Ségolène Royal : le reportage critiqué était « irréprochable » et respectait l'égalité entre candidats de cette circonscription.

Cela dit, ce genre de passe d'armes débouche rarement sur un véritable dialogue. Sans faire référence à un cas précis – courageux mais pas téméraire –, certains ont tendance à considérer que toute critique de leur travail est en soi une remise en question de la liberté de la presse ! C'est un peu facile. La liberté de la presse est là pour protéger ceux qui font correctement leur travail et pas pour disculper les éventuels manquements. Cela dit, le contrôle de la presse – déjà le mot contrôle sent le soufre – et les recours qui l'accompagnent sont évidemment une matière très délicate.

Ce débat refait surface à un moment où les journalistes se sentent fragilisés : les mutations technologiques, l'interactivité avec les citoyens, les nouveaux types d'écriture télévisuelles et aussi, il faut bien le dire, les excès en tous genres, notamment de la presse people, tout cela fragilise un peu une profession qui est en train de perdre le monopole de l'information. Ce qui entraîne aussi une perte de pouvoir favorisant les remises en cause voire les règlements de comptes... En même temps, la virulence des critiques montre que la presse garde un pouvoir certain ! Bref, il y a un beau chantier pour les esprits libres et ouverts qui ne céderont ni au populisme pour les uns, ni au corporatisme pour les autres.

Alain GERLACHE

D'après Médiagonales, la rubrique de l'auteur dans « Bonjour quand même » sur La Première (13/06/2007)

Du G8 à YouTube en passant par Le 12 minutes

Douze millions ! Il faudra un siècle d'audience cumulée pour que « Le 12 minutes », le JT nocturne de la RTBF, égale son record du 8 juin dernier. Pourtant, le CIM ne mentionne qu'une centaine de milliers de téléspectateurs ce soir-là. Oui, mais c'est sans compter internet ! C'est la principale leçon, peut-être même la seule, à tirer de cet incroyable emballement médiatique.

Petit rappel des faits. En clôture du sommet du G8, Nicolas Sarkozy se présente devant la presse internationale dans un état... inhabituel. Il sort d'un long entretien avec Vladimir Poutine. Est-il essoufflé, malade, fatigué, sous l'emprise de la boisson ou de médicaments ? Quoi qu'il en soit, toutes les télévisions reçoivent l'image via les EVN, les échanges Eurovision. La RTBF la reprend dans ses JT de 13h et de 19h30. Sans le moindre remous. Les choses se gâtent quand je laisse entendre dans « Le 12 minutes » que le

président français « n'a apparemment pas bu que de l'eau ». J'enfonce le clou en désannonçant que « Michel Daerden a désormais de la concurrence ». Convenons-en tout de suite, je n'étais pas au G8, je n'ai pas soumis Nicolas Sarkozy à l'alcootest, j'ai fait part à l'antenne d'une impression personnelle. C'est une légèreté déontologique, je l'admets. Je revendique le droit de penser que le président français était quelque peu imbibé mais je n'avais pas à l'exprimer dans un JT, fût-il belge et nocturne. Mes excuses spontanées n'ont pas été plus loin.

J'ai contacté l'ambassade de France pour éviter un incident diplomatique dont la RTBF n'avait pas besoin, à la veille de sa comparaison devant le CSA pour le docu-fiction du 13 décembre, mais pas question de me rétracter, je maintiens que la diffusion de cette séquence du G8 était pertinente. Elle éclairait la personnalité d'un puissant de ce monde, un roi de la com', habitué à maîtriser son



et qui, là, nous montrait un autre visage.

(Suite page 4)

Eric BOEVER
JT-RTBF

Du G8 à YouTube...

(Suite de la page 3)

Sans doute cette séquence a-t-elle fait sourire. Mais elle a aussi fait grimacer. Dès le samedi, un internaute la met en ligne sur les sites You Tube et Daily Motion. Et le lundi, ses consultations explosent, encouragées par l'écho des radios Europe 1, RTL, France Info, Sud Radio, par les sites en ligne du *Monde*, de *Libération*, du *Parisien*. La presse écrite suit, et même la télé avec Ruquier sur FR2, Tadéi sur FR3 et bien sûr les Guignols. En une semaine, 12 millions d'internautes visionnent « Sarko au G8 ». C'est davantage que n'importe quel journal télévisé français.

Mais surtout, aucun de ces JT n'a diffusé ces fameuses images. Frilosité, auto-censure pour les uns, info insignifiante pour les autres, le débat agite nos collègues français. Nous sommes au balcon, mais ne jouons pas les héros de la liberté de la presse : que feraient les médias belges si notre chef d'Etat ou un président de parti important se montrait pompette à deux jours des élections ? Aurais-je eu la même impertinence ? Je ne jure de rien...

Cet épisode marque en tous cas un tournant. C'est la première fois qu'internet se substitue à la télévision avec autant de force. Une double victoire : par les chiffres

et par la divulgation d'images occultées par les grandes chaînes françaises. Cela pose question et cela donne le vertige. N'importe quel internaute est désormais capable de concurrencer Patrick Poivre d'Arvor, de contourner TF1 et les autres. C'est réjouissant et effrayant à la fois. Certains applaudissent, l'information circule sans filtre journalistique, d'autres déplorent justement cette absence de décryptage par des professionnels. Car si le Net permet la diffusion d'information, il est aussi le lieu de toutes les approximations ou manipulations. Le lendemain du G8, George Bush fait à son tour fureur sur You Tube et consorts : l'homme le plus protégé du monde se serait fait piquer sa montre en direct lors d'un bain de foule en Albanie. Or, c'est totalement faux !

D'autres images le démontrent, il la retire lui-même. Les JT l'ont précisé, pas le Net. C'est anecdotique mais quel sera le prochain couac ? Tout cela mérite débat dans nos rédactions. Voilà en tous cas une piste pour les étudiants en mal de sujets de mémoire... Quant à la question de savoir si Nicolas Sarkozy avait bu ou pas au G8, c'est finalement accessoire, chacun a son opinion. Personnellement, je n'en parlerai plus qu'en présence de mon avodka !

Eric BOEVER
JT-RTBF

Analyse post-traumatique

Que reste-t-il du choc médiatique causé par l'émission du 13 décembre de la RTBF ? Quels en sont les enjeux déontologiques, politiques et formels tant à court qu'à long terme ? Ces questions trouvent réponse dans la première étude publiée sous la direction du professeur Marc Lits (ORM-UCL) à propos de ce cas d'école.

Certes, il y avait déjà eu, à l'UCL, un colloque organisé par l'Observatoire du récit médiatique (ORM) le 31 janvier, suivi d'un numéro de la revue *Médiatiques (Journalistes n°82, mai 2007)*. Mais ce livre constitue la première analyse globale post-traumatique de l'événement. Il prolonge et affine les réflexions précédentes sur les plans formel, déontologique et institutionnel.

Le but de cet ouvrage, dont la présentation a eu lieu début juin à l'AJJ, n'est pas de distribuer de bons ou mauvais points. Il se divise en cinq chapitres coordonnés par des spécialistes des questions abordées, membres de l'ORM ou personnalités extérieures à celui-ci, parmi lesquelles Daniel Cornu (chargé de cours à l'Université de Zurich), Patrick Verniers (membre du Conseil de l'éducation aux médias) ou Jean-Jacques Jaspers (ex-journaliste RTBF et professeur à l'ULB).

Parmi les questions abordées dans cet ouvrage, on relèvera celles portant sur le

docu-fiction, sur le cadrage et le contrat de lecture (le brouillage des frontières entre les différents genres de l'émission), sur les enjeux journalistiques et déontologiques, sur la résonance sociale de l'événement ou du rôle nécessaire de l'éducation aux médias.

Enfin, la contrainte croissante de la guerre des audiences est, elle aussi, abordée. Énumération et démontage des incohérences de l'émission ; analyses de ses transgressions, vraisemblances et galéjades ; découpage minute par minute de cet objet télévisuel non-identifié sont également au copieux menu de ce recueil kaléidoscopique, très accessible malgré le sérieux et la complexité des réponses données.

Philippe COICOU
Étudiant IDJ

« Le vrai-faux journal de la RTBF. Les réalités de l'information », sous la direction de Marc Lits (Observatoire du Récit Médiatique), éd. Couleur Livres 2007, 175 pp., 19,50 €.



Va-et-vient

■ Après un début de carrière au *Jour-Verviers*, un passage au *Jour-Liège* puis à la cellule Internet de *Vers l'Avenir*, **Rodolphe Magis** donne une nouvelle orientation à sa carrière. Dès cet été, il quitte les Editions de l'Avenir pour devenir chef d'édition à *La Meuse-Verviers*.

■ **David Lehaire** a quitté *La Dernière Heure*, où il était salarié depuis juin 2000, pour rejoindre, le 1^{er} mai, la cellule sportive du groupe Sud Presse.

■ Après cinq années à Radio Contact et à BFM, dont il était devenu rédacteur en chef début 2005, **François Heuroux** quitte le privé pour le public. Depuis le 18 juin, il est au micro de VivaCité (RTBF) à Mons.

■ Après avoir été licencié en mars 2006 de Zone02, dont il était rédacteur en chef, **Julien Bosseleer** a travaillé comme journaliste à la cellule Société du Journal télévisé de la RTBF de juillet 2006 à février 2007 (avec une succession de CDD). Depuis le 19 février dernier, il travaille pour la section Actu/Société de *Télémaoustique*.

En bref

■ **RTL EN CONTINU SUR LE WEB.** RTL Digital, le département de RTL Belgium dédié aux nouveaux médias, a lancé début juin sa toute nouvelle plate-forme d'information numérique : www.RTLinfo.be, qui remplace une fois pour toutes www.rtl.be. Le contenu du nouveau site est entre autre alimenté par les productions de Bel RTL et de RTL-TVi, en ce compris les rushes non diffusés ; ainsi que par une équipe rédactionnelle intégrée avec la radio et la télé, composée de dix journalistes. RTLinfo.be table également sur des contenus exclusifs et des interactions avec les internautes, qui ont la possibilité d'alimenter le site avec leurs propres contenus.

■ **LES BELGES, DES LECTEURS ASSIDUS.** Selon l'Association mondiale des journaux (AMJ), les Belges sont les lecteurs les plus assidus de la planète. C'est la conclusion d'une étude réalisée dans 232 pays et qui porte sur 11.207 journaux. Les Belges arrivent en tête du classement avec 54 minutes de lecture quotidienne d'un journal, devançant les Chinois, les Finlandais et les Brésiliens qui totalisent, eux, 48 minutes. Et s'ils en sont de bons lecteurs, nos compatriotes font confiance à leurs journaux. Selon une récente enquête TNS Media / Scripta sur le comportement des Belges face aux médias, la presse quotidienne est perçue comme celui ayant la plus grande puissance d'information, devant les magazines et internet qui partagent la 2^e place, la radio et la télévision arrivant respectivement en 3^e et 4^e position.